



Union SNUI - SUD Trésor Solidaires

80/82 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44

Fax 01.43.48.96.16 union@snuisudtresor.fr snuisudtresor.fr

Basse Normandie, Bretagne, Pays de la Loire

Le 10 février 2010

Les agents de la DGFIP en ont plein le D.O.S.

Le mardi 9 février à Rennes, à l'initiative de l'Union SNUI SUD Trésor Solidaires, une centaine de militants s'est retrouvée devant le parc des expositions pour faire un comité d'accueil aux quelques 1250 agents de la DGFIP invités par Monsieur Parini, Directeur général, venu faire avec eux la synthèse des travaux du D.O.S. (document d'orientation stratégique).

Des camarades de la CGT et quelques camarades de la CFDT et de FO se sont joints à nous pour cette journée de mobilisation.

Dès huit heures, nous avons accueilli les collègues venus de tout le grand ouest dans des cars affrétés par les directions. Un tract leur a été remis expliquant notre vision de la démarche DOS et les raisons qui justifient notre action revendicative.

Une pétition avait auparavant circulé dans les services. Une délégation a souhaité la remettre dans la matinée à Monsieur Parini. Il fut difficile pour elle d'avoir accès à la salle. Après quelques expressions de mécontentement, le Directeur général a consenti à écouter les agents porteurs de la pétition tout en rappelant qu'il était prévu une audience à 14h avec les représentants des personnels.

Les médias, invités par l'Union SNUI SUD Trésor Solidaires n'ont pu se rendre dans le hall d'exposition et n'ont pu rencontrer le directeur général. Cela en dit long sur la volonté de la DGFIP de communiquer sur ce sujet brûlant.

Un beau par terre pour un mauvais scénario.

Dès 14h alors que les « invités » se restauraient, Monsieur Parini entouré de Monsieur Rambal, directeur adjoint, de Monsieur Nicolaieff, délégué inter-régional, et de tous les hiérarques de tous les départements des trois régions a reçu en audience une large délégation des représentants des organisations syndicales de la DGFIP grand Ouest.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, après avoir condamné les propos insultants de Monsieur Woerth tenus la veille lors d'une émission de télévision sur le thème les fonctionnaires et la loi de mobilité, a entamé cette séquence en développant quatre thèmes sur lesquels nous espérons des réponses.

Les missions, nécessaire point de départ de toutes réflexions sur l'avenir de notre administration.

Rappeler que le service public « à la française » est ouvertement attaqué par le pouvoir .

Rappeler qu'il est impératif de définir le périmètre de ces missions fondamentales et régaliennes.

L'emploi, en condamnant l'application idéologique aveugle du plan de destruction des effectifs de la fonction publique.

Dénoncer la particularité DGFIP qui va au delà de la « commande » présidentielle (2/3 au lieu de 1/2)

Dénoncer les 2569 suppressions de 2010 et les 287 suppressions du grand Ouest (l'équivalent d'une direction impôts comme la Mayenne).

Les Structures et de s'interroger sur l'avenir des services informatiques qui à ce jour ne savent toujours pas à quelle sauce ils seront mangés.

Dénoncer l'accumulation des réformes tout azimuts, dénoncer l'insupportable pression mise sur le personnel

Demander un moratoire sur l'ensemble des réformes pour que les agents puissent légitimement s'y retrouver.

Les conditions de travail enfin, sujet qui illustre clairement le malaise vécu par les personnels. Stress, pression, pertes de repères, déqualifications, mépris, écœurement, autant de vocables pour décrire une situation catastrophique qui parfois se traduit par des situations critiques. Et de souligner que les acteurs préventeurs eux-mêmes s'alarment de cette dégradation.

Enfin l'Union ne pouvait s'exonérer de dénoncer l'injustice en terme de **reconnaissance pécuniaire** infligée à la grande majorité des personnels de la DGFIP.

Les successions de réformes contestées, les pressions subies, le management inepte, l'incohérence des prises de décisions, sont autant de maux qui pèsent lourd sur les épaules du personnel.

L'Union réclame que les efforts de rémunération, dont ont bénéficié les hauts fonctionnaires de Bercy et le personnel d'encadrement de la DGFIP, soient aussi fait à la même hauteur pour les agents de catégorie C, B et A.

Pour l'Union nous ne saurions nous satisfaire des sempiternels plans de promotion (même abondés) ni de l'aumône de 23 euros mensuels royalement accordée après de nombreuses luttes !

Les réponses du directeur général furent sans surprises notoires !

Le sentiment que deux mondes se côtoient sans jamais se rencontrer est de plus en plus marqué. Il est même insupportable d'entendre un Directeur général se plaindre de gagner un peu moins depuis qu'il sert la DGFIP (aurions-nous aussi un Proglio à Bercy ?) tout en nous assurant qu'il accepte cela en grand serviteur de l'Etat !! Une vraie provocation !

Nos sous : « Et oui 23 euros c'est pas beaucoup mais c'est déjà cela !! vous savez, il a fallu aller les chercher ! »

Un Directeur général qui se dit « patron » et qui assume l'ensemble de ce qui se passe.

« Oui c'est plus difficile mais je ne créerai pas d'emplois ! »

« La mobilité c'est la loi, je l'applique, mais je m'engage à ce que chaque agent trouve un poste à la DGFIP dans son département et à la résidence ». Une réponse claire à ceux qui avaient cru ne pas être concernés par le texte de loi.

La PFR ? « Normal pour les cadres supérieurs. Pour les autres agents je préfère l'intéressement collectif. On garde notre dispositif. ».

L'informatique ? : « Je veux qu'elle soit bonne ». Donc on ne touche à rien, les CSI et les DIT ne sont pas remis en cause. « Toutes ces structures deviennent services autonomes (comme les CSI actuels). Nous créerons une structure de coordination des 50 sites ».

Le service des pensions : Rennes et Nantes semblent sauvés. Par contre de 20 services régionaux on passe à 12 avec des missions renforcées et regroupées (calcul et paiement).

Les indicateurs ? : « J'y réfléchi et je lèverai le pied... »

Les horaires variables ? « Je ne connais pas le sujet : je vois cela avec Monsieur Rambal »

Après avoir répondu à quelques questions particulières portées par les autres organisations syndicales le directeur général s'est bien gardé de donner des réponses de fond sur l'essentiel les missions : rien sur le contrôle fiscal, rien sur l'avenir de la gestion publique, rien sur les missions foncières.

Nous sommes convaincus que nous n'avons rien à attendre de positif de la part d'un tel aréopage. Il est très clair que seul un rapport de force conséquent pèsera sur les orientations prises actuellement.

Il nous appartient désormais d'expliquer et convaincre, au delà des 1250 invités, que l'avenir de notre administration, du service public régalién que nous servons, dépend essentiellement de nous et de notre volonté de vouloir maintenir un outil fondamental pour la cohésion sociale.

La redistribution des richesses et l'aide aux collectivités territoriales sont pour nous des axes majeurs que nous devons porter, tous ensemble, en qualité de fonctionnaires.